

06 déc 2002 -16:00

Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 6 décembre 2002

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 6 décembre 2002, à partir de 12h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. Le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 6 décembre 2002, à partir de 12h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt. Le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions.

Le Premier Ministre a tout d'abord insisté sur l'approbation du projet d'arrêté royal portant l'octroi à la commune ou à la zone de police pluricommunale d'une allocation sociale fédérale pour l'année 2003. Aucune commune a-t-il souligné n'a maintenant de raison d'imposer pour la zone de police une augmentation des impôts. Le Premier Ministre a commenté l'appelation du projet d'arrêté royal réglementant le travail occasionnel dans le secteur hôtelier (communiqué 6). Le Premier Ministre a ensuite annoncé plusieurs décisions concernant la fiscalité à savoir: la plupart des arrêtés royaux qui devaient être pris en exécution de la loi réforme de l'impôt des sociétés (communiqué 1) un projet d'arrêté royal tendant à prolonger d'un an le taux réduit de la TVA de 6 % sur certaines prestations à forte intensité de main d'œuvre (communiqué 2) Il a ensuite analysé l'évolution de l'économie belge (communiqué div2). Le Conseil des Ministres a aussi approuvé la désignation de M. August Van Daele comme nouveau chef de la Défense (communiqué div). Le Conseil des Ministres a aussi approuvé : un projet d'arrêté royal portant approbation des statuts modifiés de La Poste S.A. de droit public (communiqué 3); un projet d'arrêté royal concernant le financement des indemnités extra-légales aux anciens employés de la Sabena (communiqué 4); un projet d'arrêté royal apportant quelques modifications au système "Maribel social" (communiqué 7); deux projets d'arrêtés royaux concernant les soins psychiatriques (communiqué 8); un projet d'arrêté royal relatif au prix d'hébergement dans les maisons de soins psychiatriques (communiqué 9); un avant-projet de loi apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public (communiqué 10); un projet d'arrêté royal relatif à la durée des mandats octroyés dans certains organes d'avis de l'INAMI (communiqué 11); la conclusion de conventions avec plusieurs villes ou communes (communiqué 14). un projet d'arrêté royal octroyant des chèques-repas au personnel du Conseil supérieur de la Justice (communiqué 15); deux projets d'arrêtés royaux concernant le statut syndical des membres du personnel administratif du Conseil supérieur de la Justice (communiqué 16); un avant-projet de loi étendant la compétence des juges de paix d'Eupen et de Saint-Vith en matière de procédures d'internement des malades mentaux (communiqué 18); les nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre pour les années 2003 à 2006 (communiqué 20); un projet d'arrêté royal concernant l'octroi et le paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public (communiqué 22); un projet d'arrêté royal fixant les dates d'introduction des demandes de permutation de membres du personnel des Services du Gouvernement wallon et des Ministères et Services publics fédéraux (communiqué 23); un projet d'arrêté royal adaptant l'arrêté royal relatif au transfert de personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture vers le gouvernement flamand (communiqué 24); un projet d'arrêté royal relatif à "la désignation, l'exercice et la pondération des fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale". Le cadre de la réforme Copernic s'étend ainsi des Services Publics Fédéraux aux institutions publiques de sécurité sociale (communiqué 25); une circulaire qui fixe les dispenses de service pour l'année 2003. Par le passé, la décision d'accorder une dispense de service aux agents fédéraux était prise au cas par cas. De cette façon, tous les agents n'étaient pas traités sur un pied d'égalité et le public était parfois informé en retard (communiqué 26); un projet d'arrêté royal visant à ajouter une rubrique concernant le personnel spécialisé en communication externe du SPF Chancellerie (communiqué 27); un

projet d'arrêté royal concernant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques et l'emploi des langues en matière administrative coordonnées (communiqué 28); un projet d'arrêté royal portant agrément d'un organisme d'avis pour les systèmes et logiciels de vote automatisé et pour les logiciels électoraux de recensement des voix et de répartition des sièges (communiqué 32); trois prises en location d'immeubles pour l'hébergement de services publics (communiqué 36, 37, 38); le lancement d'un marché public de services visant l'entretien des ascenseurs du quartier Reine Astrid à Neder-Over-Heembeek, pour une durée de trois ans (2003-2005) (communiqué 39); l'acquisition d'une tranche fixe de 89.000 m3 carburéacteur Jet-A1 et d'une tranche optionnelle de 5.000 m3 Jet-A1, pour couvrir les besoins de la Défense et des tiers durant l'année 2003 (communiqué 40); le lancement d'un marché, suivant une procédure négociée, concernant les transports maritimes de matériel militaire de 2003 à 2007, vers les pays où les Forces armées belges seront mises en oeuvre, ainsi que les transports terrestres possibles entre les ports et les dépôts ou destinations à l'intérieur du pays (communiqué 41); la négociation d'un contrat pluriannuel, ouvert de durée indéterminée, auprès de la US Navy pour l'entretien des missiles air-air AIM-9M pour les F-16 de la composante aérienne (communiqué 42); le lancement d'un marché relatif à l'acquisition de lunettes thermiques infrarouges pour le système d'arme MISTRAL (communiqué 43); la conclusion d'un contrat de fourniture de kits de modification pour l'éclairage externe des F-16 de la composante aérienne, pour l'utilisation des visières pour la vue de nuit, "Night Vision Goggle" (NVG) (communiqué 44); la conclusion d'un contrat de services ouvert et pluriannuel (2003-2007) pour la réservation de moyens de transport visant à assurer des voyages à l'étranger dans le cadre du service (communiqué 45); la nomination de deux membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) (communiqué 46); un projet d'arrêté royal portant prolongation du mandat de l'administrateur délégué de la société anonyme de droit public "Brussels International Airport Company" (BIAC) (communiqué 47); un projet d'arrêté royal concernant la réforme de la structure du Conseil national des établissements hospitaliers (communiqué 48); un projet d'arrêté royal concernant la procédure des contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) (communiqué 49); un projet d'arrêté royal désignant les agents et personnes chargés de surveiller l'exécution des dispositions des lois, arrêtés et règlements de l'Union européenne, qui relèvent des compétences de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) (communiqué 50); la proposition de Finexpo relative à la cinquième partie du programme 2002 pour les prêts d'Etat (communiqué 56); un projet d'arrêté royal relatif à l'âge de la mise à la retraite de certains membres du personnel de la Société Nationale des Chemins de fer Belges. (communiqué 60)

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be